

Unité départementale de la Vendée
10, rue du 93e régiment d'infanterie
Cité administrative Travot
85000 La Roche-sur-Yon

Nantes, le 18 avril 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/04/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SPBI

Parc d'activités de l'Eraudière
85170 Dompierre-Sur-Yon

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/04/2025 dans l'établissement SPBI implanté 34 rue Eric Tabarly 85170 Le Poiré-sur-Vie. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite s'est inscrite dans le cadre du programme pluriannuel de contrôle de l'inspection des installations classées, ainsi que du suivi de la mise en demeure prise à l'encontre de l'exploitant par arrêté préfectoral du 25 juin 2024.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SPBI
- 34 rue Eric Tabarly 85170 Le Poiré-sur-Vie
- Code AIOT : 0006304406
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SPBI exploite, au Poiré-sur-Vie, une usine de production de bateaux de plaisance en matériaux composites. L'exploitant dispose pour cela d'un arrêté d'autorisation du 30 janvier 2020. Les installations du site sont désormais soumises à enregistrement au titre des rubriques 2940-2 (application de revêtement) et 4331 (liquides inflammables).

Thèmes de l'inspection :

- Rejets atmosphériques
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à

l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 30/01/2020, article 8.4.1	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suites qui avaient été données	Autre information
1	PGS	Arrêté Préfectoral du 30/01/2020, article 3.6	/	Sans objet
2	Émission annuelle de COV	Arrêté Préfectoral du 30/01/2020, article 3.4	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
3	Émission annuelle cible de COV	Arrêté Préfectoral du 30/01/2020, article 3.4	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suites qui avaient été données	Autre information
5	Mise à la terre des équipements métalliques - 4331	Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 17	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
6	Sprinklage	Arrêté Préfectoral du 30/01/2020, article 8.7.4	/	Sans objet
7	Entretien des moyens d'intervention	Arrêté Préfectoral du 30/01/2020, article 8.7.2	/	Sans objet
8	Défense contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 30/01/2020, article 8.7.3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a pris en compte la plupart des remarques formulées lors de visites d'inspections réalisées sur d'autres sites du groupe et relatives à l'élaboration des plans de gestion et des schémas de maîtrise des émissions de COV. Même si des précisions doivent encore être apportées, cette prise en compte a entraîné une amélioration significative de la qualité de ces documents et de la fiabilité des données, notamment des émissions annuelles de COV.

En 2024, les émissions de COV du site ont été inférieures à 70 t/an, respectant ainsi la limite fixée à l'article 3.4 de l'arrêté d'autorisation du site. L'exploitant s'étant mis en conformité avec cette disposition, la mise en demeure, prise à son encontre par arrêté préfectoral du 25 juin 2024, peut être levée.

Le site dispose d'un dispositif d'extinction automatique maintenu en bon état et de moyens de défense contre l'incendie correctement dimensionnés, même si la nature de ces moyens est légèrement différente de celle mentionnée dans l'arrêté d'autorisation.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : PGS

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/01/2020, article 3.6
Thème(s) : Risques chroniques, Air
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place un plan de gestion des solvants mentionnant notamment les entrées et les sorties de solvants des installations concernées. L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées, avant le 30 mars de l'année N+1, le PGS de l'année N et l'informe des actions visant à réduire leur consommation.
Constats : Le PGS 2024 a été transmis à l'inspection des installations classées via la plate-forme GERE. Il s'agit d'un PGS simplifié, associé à un schéma de maîtrise des émissions de COV. Le contrôle a consisté à examiner la cohérence du PGS 2024, par sondage. Au vu de ce document, en 2024, la consommation de solvants s'est établie à 56,6 t et les émissions de solvants (COV) ont atteint 41,2 t. Suite aux remarques formulées lors d'une précédente visite d'inspection, réalisée sur un autre site du groupe, le PGS intègre désormais les parties suivantes : <ul style="list-style-type: none">• Une description des activités du site concernées par la démarche.• Les références utilisées (notamment les guides).• Une description et une justification de la méthodologie employée et des hypothèses retenues, notamment pour quantifier les solvants contenus dans les produits utilisés et dans les déchets évacués.• Une analyse des incertitudes et des pistes de fiabilisation des données.• Les actions prises ou prévues pour limiter la consommation de solvants et, de manière générale, les émissions de COV. La détermination de la teneur en solvants des produits utilisés, basée sur les FDS, apparaît cohérente et exhaustive. Un contrôle par sondage a permis de vérifier le bon report de cette teneur dans les tableaux de calculs. Suite à une remarque formulée lors d'une précédente visite d'inspection, réalisée sur un autre site du groupe, le PGS intègre désormais les solvants contenus en faibles quantités dans certaines formulations de résines. La détermination de la quantité de solvants régénérés (O8) a été contrôlée par sondage et est cohérente. Il conviendrait néanmoins de clairement : <ul style="list-style-type: none">• identifier les solvants utilisés dans le cadre de l'application de revêtement adhésif (colle néoprène), même si cette activité, tout comme l'activité de vernissage sur bois, est marginale sur le site (< 1 t/an de solvants consommés)• indiquer l'absence d'utilisation de COV « CMR » (mentionnés au II de l'article 9.1 de l'arrêté ministériel du 13 décembre 2019 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 1978). Même si des améliorations peuvent encore être apportées aux PGS établis annuellement par l'exploitant, considérant que la réglementation applicable ne détaille pas les attendus de ce document, il est considéré que le PGS 2024 est conforme.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de prendre en compte ces remarques dans le cadre de l'élaboration des prochains PGS.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Émission annuelle de COV

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/01/2020, article 3.4
Thème(s) : Risques chroniques, Air
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 27/03/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suites qui avaient été actées : Mise en demeure, respect de prescription• date d'échéance qui a été retenue : 25/06/2025
Prescription contrôlée : <p>L'émission de COV n'excède pas 70 t/an.</p>
Constats : <p>Les activités de fabrication de composites (intégrant le collage par réticulation par une colle polyester), de vernissage sur bois et d'application de revêtement adhésif (par une colle néoprène) sont émettrices de COV. Ces deux dernières activités sont toutefois à l'origine d'émissions marginales, en comparaison avec celles liées à l'activité de fabrication de composites.</p> <p>Les émissions liées à des solvants sont gérées par le PGS (cf point de contrôle 1). Les émissions de COV exclues du PGS (car liées à la présence de styrène dans les résines et colles polyesters utilisées pour la fabrication des composites, qui n'est pas un solvant mais un COV réactif), sont déterminées annuellement, dans le cadre du schéma de maîtrise des émissions (SME) de COV. Le contrôle a consisté à examiner la cohérence du bilan des émissions 2024, par sondage, et à vérifier le respect de l'émission annuelle limite.</p> <p>Au vu de ce bilan, en 2024, les émissions totales de COV ont atteint 61,2 t (dont 20 t liées au styrène). Cette baisse, par rapport aux années précédentes, s'explique principalement par une réduction temporaire du niveau d'activité. Elle s'explique également, dans une moindre mesure, par l'arrêt récent de la production de monocoques, qui nécessitait l'utilisation de techniques en moules ouverts, plus émettrices. Ainsi, la consommation ramenée à une unité représentative du niveau d'activité, a baissé de 13 % entre 2023 et 2024.</p> <p>Suite aux remarques formulées lors d'une précédente visite d'inspection, réalisée sur un autre site du groupe, le SME intègre désormais les parties suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">• Une description des activités du site concernées par la démarche.• Les références utilisées, notamment le guide de 2004 relatif aux émissions de COV dans le secteur des composites (polyester).• Une description et une justification de la méthodologie employée et des hypothèses retenues, notamment pour déterminer le facteur d'émission, en fonction du taux de styrène et de la méthode d'application. <p>La détermination des facteurs d'émission de styrène n'appelle pas de remarque particulière. Par sondage, il a été vérifié que ces facteurs sont correctement utilisés.</p> <p>Le bilan des émissions 2024 présente cependant les imprécisions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">• Le diméthacrylate de tétraméthylène (n° de CAS 2082-81-7), qui a remplacé une partie du styrène dans certaines formulations, n'est pas mentionné. Même s'il apparaît que cette substance n'est pas un COV, il convient de s'assurer de son rôle dans la formulation, et en particulier s'il s'agit d'un réactif entraînant l'émission de COV et, le cas échéant, en quelle quantité.• L'activité de collage par réticulation à l'aide d'une colle polyuréthane (colle mono-composant ou bi-composants) n'est pas prise en compte et il n'est pas justifié qu'elle n'est pas susceptible d'entraîner l'émission de COV. <p>Au vu des quantités utilisées de colle PU et de diméthacrylate de tétraméthylène, ces imprécisions, qui devront être levées dans les prochains SME, ne sont pas jugées susceptibles de modifier significativement le calcul des émissions totales de COV en 2024 (61,2 t).</p> <p>Cette émission annuelle 2024 s'étant établie à moins de 70 t, l'écart constaté lors de la visite de contrôle précédent et pour lequel l'exploitant a été mis en demeure par arrêté préfectoral du 25 juin 2024, est levé.</p> <p>Cette réduction des émissions étant principalement liée à un ralentissement de l'activité, il est probable que ce seuil de 70 t/an soit à nouveau dépassé à l'avenir. En effet, cette limite ne paraît</p>

pas correspondre au niveau d'activité autorisé (notamment au titre de la rubrique 2661). Un tel dépassement constituerait une modification des conditions d'exploitation, qui devrait être notifiée au préalable au préfet de la Vendée, avec tous les éléments d'appréciation et en particulier une analyse de l'impact sur les parties « air » et « risques sanitaires » de l'étude d'impact.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de prendre en compte ces remarques dans le cadre de l'élaboration des prochains SME.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 3 : Émission annuelle cible de COV

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/01/2020, article 3.4
Thème(s) : Risques chroniques, Air
Prescription contrôlée : L'émission annuelle cible est égale à 30 % de la quantité de COV utilisés dans l'année.
Constats : <p>L'exploitant a mis en place un schéma de maîtrise des émissions (SME) il y a plusieurs années, pour l'ensemble des émissions de COV du site. Le contrôle a consisté à examiner la cohérence du calcul de l'émission annuelle cible (EAC), et à vérifier le respect de l'EAC 2024.</p> <p>L'exploitant assimile l'activité de collage par réticulation à l'aide de colles polyesters à la fabrication de composites en moule. Ainsi, afin de déterminer l'EAC_{composite}, l'ensemble des COV utilisés pour ces opérations est retenu. Cette approche est cohérente avec la rédaction de l'article 3.4 (qui fixe une méthode unique de calcul de l'émission cible). Elle apparaît également justifiée par l'organisation du process et la nature des produits utilisés. Ainsi, les résines polyesters et les colles polyesters sont très proches et, dans les deux cas, la réaction est initiée/catalysée par un peroxyde organique et entraîne l'émission de styrène. La formule utilisée par l'exploitant ($EAC_{composite} = 0,3 \times (I1_{composite} + I2_{composite})$) est correcte. Il est toutefois précisé que les solvants utilisés pour le nettoyage des équipements ou présents dans les résines (intégrés au PGS) doivent également être pris en compte dans ce calcul. Pour 2024, cette EAC_{composite} est égale à 92,5 t.</p> <p>Concernant l'activité de vernissage sur bois, à défaut de valeur prescrite dans l'arrêté d'autorisation, l'exploitant utilise la formule de la circulaire du 23 décembre 2003. Pour 2024, cette EAC_{vernissage} est égale à 0,1 t.</p> <p>Concernant l'activité d'application de revêtement adhésif (colle néoprène), l'exploitant ne détermine pas d'émission cible. Cependant, compte tenu de la faible quantité de colles utilisées et de la faible part d'extraits secs dans ces colles, cette EAC_{adhésif} serait négligeable.</p> <p>Pour 2024, l'EAC du site est donc égale à 92,6 t.</p> <p>En 2024, les émissions totales de COV ayant été limitée à 61,2 t, l'EAC a été respectée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/01/2020, article 8.4.1
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Prescription contrôlée : Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur. La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art. Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine. Les conducteurs sont mis en place de manière à éviter tout court-circuit. Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les défauts relevés dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.
Constats : La dernière vérification des installations électriques a été réalisée du 8 au 11 juillet 2024, par la société Bureau Véritas. Cette vérification a néanmoins été partielle. Ainsi, les ombrières photovoltaïques, les bornes IRVE et le nouvel onduleur du local électrique du bâtiment H n'ont pas fait l'objet d'une vérification. L'absence de vérification complète, portant sur l'ensemble des installations électriques du site, constitue un écart. Le certificat Q18 associé à la vérification de 2024 conclut que l'état des installations électriques peut entraîner un risque d'incendie et d'explosion. Cette conclusion est justifiée par la présence d'un écart, déjà signalé en 2023. Ce certificat recense un autre écart, mais portant exclusivement sur la protection des travailleurs, hors champ de compétence de la réglementation sur les installations classées. L'exploitant a présenté un suivi des écarts, montrant qu'une action a été réalisée afin de lever l'écart mentionné ci-dessus. La levée de l'écart devra être confirmée par le prochain Q18.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmettra le certificat Q18 2025, qui devra conclure à une vérification complète et à la levée de l'écart constaté en juillet 2024.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Mise à la terre des équipements métalliques - 4331

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 17
Thème(s) : Risques accidentels, Risque d'explosion
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 27/03/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suites qui avaient été actées : Demande d'action corrective
Prescription contrôlée : <p>Les équipements métalliques sont reliés par un réseau de liaisons équipotentiels qui est mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables.</p>
Constats : <p>La cuve métallique localisée dans le local de mise température du bâtiment A (ex Moulage Contact 1) est désormais reliée à la terre. L'écart constaté lors de la visite de contrôle précédente est donc levé.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Sprinklage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/01/2020, article 8.7.4
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens d'intervention incendie
Prescription contrôlée : <p>Le site dispose d'une installation d'extinction automatique à eau (sprinklage) qui dessert les bâtiments Moulage (3 bâtiments) et Montage (2 bâtiments).</p> <p>[...]</p>
Constats : <p>La présence d'un sprinklage dans le bâtiment A (ex Moulage contact 1), y compris dans les locaux de stockage de liquides inflammables, a été constatée.</p> <p>Au vu du rapport de vérification semestrielle d'octobre 2024, les autres bâtiments de moulage et les bâtiments de montage sont également munis d'un sprinklage.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Entretien des moyens d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/01/2020, article 8.7.2

Thème(s) : Risques accidentels, Moyens d'intervention incendie

Prescription contrôlée :

Les équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles.

L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Les matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie sont vérifiés périodiquement selon les référentiels en vigueur. L'exploitant doit fixer les conditions de maintenance, de vérifications périodiques et les conditions d'essais périodiques de ces matériels.

Constats :

Le contrôle a porté sur le maintien en bon état de fonctionnement des installations de sprinklage.

Ce dispositif a été mis en service en 2004, selon le référentiel de conception FM. Depuis quelques années, la maintenance est réalisée selon le référentiel APSAD R1, imposant notamment des tests hebdomadaires, des vérifications semestrielles, des entretiens triennaux et des révisions trentenaires.

L'exploitant a présenté son registre de suivi des tests hebdomadaires.

La dernière vérification semestrielle, selon le référentiel APSAD R1, a été réalisée en octobre 2024, par la société Axima. Le compte-rendu de cette vérification conclut à :

- l'absence de non-conformité avec risque de mise en échec ;
- l'absence de non-conformité sans risque de mise en échec ;
- des observations ou améliorations proposées.

Au vu de ce rapport de vérification semestrielle, le dernier entretien triennal des installations a été réalisé en mars 2023.

L'installation ayant moins de 30 ans, la première révision trentenaire n'a pas été réalisée.

Compte tenu de ce qui précède, il est considéré que ce dispositif de sprinklage est maintenu en bon état de fonctionnement. Il appartient cependant à l'exploitant de prendre en compte les observations formulées dans les rapports de vérifications semestrielles.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Défense contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/01/2020, article 8.7.3
Thème(s) : Risques accidentels, Défense incendie
Prescription contrôlée : L'exploitant doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après : - Le site dispose de 2 poteaux incendie internes périodiquement testés, dont les débits sont de l'ordre du 145 m ³ /h ; [...] - Le site dispose d'une réserve fixe interne de 1 540 m ³ constituée par les 3 piscines d'essais des bateaux situées dans les bâtiments Montage UGB (320 m ³), Expédition 1 (260 m ³) et Expédition 2 (960 m ³). Ces moyens sont complétés par la présence d'un poteau incendie normalisé à moins de 300 m des bâtiments, et d'une réserve d'eau de 800 m ³ disponible pour les services de secours dans la zone artisanale. NB : Dans l'étude de dangers du site, le besoin en eau en cas d'incendie a été évalué à 500 m ³ /h.
Constats : Le site dispose d'un réseau de 2 poteaux d'incendie internes, pouvant délivrer environ 145 m ³ /h. Cependant, ce réseau est alimenté par la cuve de sprinklage. Or, l'exploitant n'a pu justifier que cette cuve a été surdimensionnée pour permettre d'alimenter ce réseau. Ces moyens ne peuvent donc pas être mis en œuvre en toutes circonstances. Le site dispose également des réserves d'eau suivantes (piscines d'essais des bateaux) : <ul style="list-style-type: none">• à l'intérieur du bâtiment B, une réserve de 960 m³ associée à 4 aires d'aspiration, soit un débit de 240 m³/h ;• à l'intérieur du bâtiment expédition 1, une réserve de 260 m³ associée à 2 aires d'aspiration munies chacune d'un raccord normalisé situé à l'extérieur, soit un débit de 120 m³/h ;• à l'intérieur du bâtiment expédition 2, une réserve de 320 m³ associée à 3 aires d'aspiration soit un débit de 160 m³/h. L'accès aux réserves du bâtiment B et du bâtiment expédition 2 nécessite d'entrer dans le bâtiment. Par conséquent, ces réserves seraient inaccessibles en cas d'incendie de ces bâtiments. Le site est également desservi par les points d'eau externes suivants : <ul style="list-style-type: none">• 2 poteaux d'incendie publics pouvant délivrer au moins 60 m³/h ;• une réserve collecte de 800 m³ associée à 3 aires d'aspiration munies chacune d'un raccord normalisé, soit 180 m³/h. Même en considérant que les deux poteaux d'incendie internes sont inutilisables et que l'incendie touche le bâtiment B, rendant inaccessible la réserve associée (cas le plus défavorable), les moyens disponibles restent supérieurs au besoin de 500 m ³ /h. Même si ces moyens diffèrent légèrement des moyens mentionnés dans l'arrêté d'autorisation, il est considéré que la situation est conforme. Dans un futur arrêté complémentaire, l'article 8.7.3 de l'arrêté d'autorisation pourra être modifié pour permettre l'utilisation de moyens alternatifs.
Type de suites proposées : Sans suite